

Pour une formation de qualité des enseignant-es et des personnels d'éducation

Après à peine 6 ans d'existence, les Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation (Espé) sont remplacées par les Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Éducation (Inspé) et la formation des enseignant-es est modifiée en profondeur.

C'est une des conséquences de l'adoption de la loi Blanquer dite « École de la confiance ». Ce n'est pas un simple changement de nom mais bien de philosophie : enseigner n'est plus un métier qui s'apprend, c'est « le métier qui est formateur » !

Par cette réforme, le gouvernement veut remettre au pas les enseignant-es, reprendre le contrôle sur les contenus de formation. En outre, la réforme provoque la déconstruction des collectifs pédagogiques dans les Inspé. Nous maintenons l'idée qu'il faille un ensemble « pluricatégoriel » de formateurs-trices (universitaires, « de terrain »), nécessaire à la construction d'équipes stables, non soumis au contrôle direct des inspecteur-trices (IEN et IA-IPR). On va vers un assèchement d'une part importante de la formation, qui ne peut se réduire à la transmission de recettes pratiques imposées par le Ministère.

Cette réforme entraîne aussi la précarisation des futurs enseignant-es en développant la contractualisation et en baissant le nombre de postes au concours : la casse de la formation des enseignant-es est clairement en lien avec la casse du statut. Enfin, elle limite l'accès des classes populaires au métier en repoussant le concours d'un an.

La CGT se bat pour une véritable formation : concours en L3 puis 2 années de formation sous statut de fonctionnaire stagiaire. En M2, nous refusons que les stagiaires soient des moyens d'emploi. Si on veut rendre attractif le métier d'enseignant-es, la solution est simple : revaloriser les salaires et augmenter le nombre de postes au concours. Bien sûr, cela a un coût : allonger d'un an la durée du stage sous statut de fonctionnaire coûte environ un milliard d'€ supplémentaire. **Cela serait bien plus utile à la société que les 1,6 milliard d'euros que le ministère de l'éducation nationale va devoir dépenser pour le service national universel, qui vise à mater la jeunesse et l'embrigader dans une politique nationaliste et militariste.** C'est un véritable choix de société. Nous continuerons à lutter pour une école égalitariste et émancipatrice.

La CGT demande l'abrogation de cette réforme et appelle l'ensemble des personnels à s'informer et à se mobiliser contre cette casse du service public d'éducation.

Carcans Maubuisson, le 18 octobre 2019